



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

**Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de ville - Mandat Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence de développement économique, a souhaité implanter le préfigurateur du pôle Numérique-French Tech dans les locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier.

A cet effet, une autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels lui a été consentie par la Ville de Montpellier sur une partie des plateaux de cet immeuble actuellement disponibles. Afin de pouvoir installer les différentes entreprises du numérique, des travaux de réhabilitation et de réaménagement du bâtiment sont nécessaires.

Par ailleurs, à titre accessoire et indissociable de cette mission principale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite être accompagnée dans le choix et l'installation dans le bâtiment des entreprises du numérique ainsi que pendant la période de location à ces entreprises.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Conseil de Métropole a décidé de confier ce contrat de mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération n° 13560 du 27 janvier 2016 devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.

La mission confiée à la SA3M consiste en un mandat de travaux de réhabilitation du bâtiment qui accueillait l'Hôtel de ville et une mission d'accompagnement en vue de l'accueil des entreprises du numérique.

Le bilan de l'année 2018 fait apparaître une dépense de 98 000 € TTC correspondant à des travaux, des études, des mandats et gestion locative ainsi qu'à une évolution de la rémunération.

Au 31 décembre 2018, le bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 1 779 000 € TTC en dépenses et en recettes. Il est en légère augmentation de 28 000 € TTC nécessitée par une évolution des frais de fonctionnement locatif et une évolution de la rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat implantation du préfigurateur French Tech, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107375-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018

- Synthèse Bilan 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.